

« Voix d'Afrique » 5 épisodes publiés dans *Le Monde Afrique*, entre le 18 et le 22 août 2025

« Voix d'Afrique » (1/5). **Mohamed Mbougar Sarr, écrivain.**

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 18 août 2025

« Voix d'Afrique » (2/5). **Erige Sehiri, cinéaste franco-tunisienne.**

Propos recueillis par [Monia Ben Hamadi](#) (Tunis, correspondance), 19 août 2025

« Voix d'Afrique » (3/5). **Adj Bouso Dieng, chercheuse sénégalaise en IA.**

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 20 août 2025

« Voix d'Afrique » (4/5). **Liliane Umubyeyi, juriste rwandaise.**

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 21 août 2025

« Voix d'Afrique » (5/5). **Paola Audrey Ndengue, entrepreneuse franco-camerounaise.**

Propos recueillis par [Sélène Agapé](#), 22 août 2025

[Coumba Kane](#), journaliste franco-sénégalaise, auteure de trois épisodes, travaille au *Monde Afrique* depuis 2015. On la voit ici en vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=vwlfAbtbZU>

« Voix d'Afrique » (1/5). Mohamed Mbougar Sarr, écrivain : « L'histoire n'est pas réversible, on ne peut pas défaire des siècles de colonisation »

Le lauréat sénégalais du prix Goncourt 2021 s'interroge sur le sens du souverainisme tel qu'il s'incarne aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, entre exaltation du passé précolonial du continent et mépris du jeu démocratique.

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 18 août 2025



Le romancier sénégalais Mohamed Mbougar Sarr à Paris, le 3 novembre 2021. BERTRAND GUAY / AFP

Quelle place pour l'Afrique dans un monde fragmenté ? A l'heure où le multilatéralisme subit une attaque sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, *Le Monde* donne la parole à plusieurs personnalités originaires du continent. Écrivain, scientifique, cinéaste, juriste ou influenceuse, installés hors de leur terre natale, ils se confient sur leur perception du basculement en cours et sur l'avenir qu'ils imaginent pour le continent le plus jeune de la planète.

Dans ce premier épisode, l'écrivain sénégalais [Mohamed Mbougar Sarr](#), prix Goncourt 2021 pour son roman *La Plus Secrète Mémoire des hommes*, met en garde contre la mythification et l'instrumentalisation politique de l'histoire coloniale.

Vous êtes né à Dakar, avez étudié à Saint-Louis-du-Sénégal avant de vous installer en France, où vous vivez aujourd'hui. Qu'est-ce qu'être Africain pour vous en 2025 ?

C'est être exposé à une constante menace sécuritaire, écologique et politique. Surtout, c'est être encore dépendant de ce que les pays dits riches veulent bien nous accorder. Quand cinq présidents africains s'humilient et sont humiliés à la Maison Blanche, ils l'acceptent au nom de la survie économique de leurs pays [*les dirigeants du Liberia, du Sénégal, de la Mauritanie, de la Guinée-Bissau et du Gabon ont été [reçus à Washington le 9 juillet](#) pour une rencontre consacrée officiellement à des questions commerciales, d'investissement et de sécurité*]. Voir ces chefs d'États pétrifiés, tenter de convaincre Donald Trump de l'utilité de leur pays pour les États-Unis, m'a beaucoup affecté. C'était une mise en scène aux relents coloniaux.

En tant qu'Africain, on est constamment confronté à l'impuissance et aux contradictions de nos dirigeants. Car même ceux qui se proclament souverainistes n'ont pas les moyens de leurs ambitions d'émancipation. Au nom d'une supposée authenticité africaine, certains, notamment ceux qui ont pris le pouvoir par les armes, exaltent le passé précolonial du continent pour justifier leur mépris du jeu démocratique et le rejet des anciens pays colonisateurs. L'histoire de l'Afrique a certes été piétinée, niée, réécrite par des siècles d'esclavage et de colonisations arabo-musulmans puis européenne. Pour autant, vouloir la figer dans un désir de revanche revient à essentialiser les Africains comme victimes.

En Afrique francophone certains dirigeants comme le chef de la junte burkinabé, le capitaine Ibrahim Traoré ou son homologue nigérien le général Tiani, assimilent leurs combats contre la France aux luttes anticolonialistes des années 1950. Tout comme les écrivains post-indépendance qui ont beaucoup écrit sur cette période de libération, la séquence actuelle vous inspire-t-elle ?

Oui, une part de mon travail est de saisir ce qu'est le pouvoir, comment il s'exerce et sur qui il s'exerce. En ce sens, je me rapproche plutôt de la « littérature du désenchantement » produite dans les années 1960-1980 par des écrivains comme l'Ivoirien [Ahmadou Kourouma](#), le Malien Yambo Ouologuem, le Sénégalais Malick Fall, les Guinéens Alioum Fantouré et Williams Sassine ou encore le Ghanéen Ayi Kwei Armah. Eux ont su raconter la désillusion post-indépendance, la confiscation du pouvoir par des satrapes ou des régimes militarisés, qui exerçaient la violence contre leur population.

Il y a aujourd'hui quelque chose de comparable avec des pays du Sahel en transition, où l'on voit apparaître des figures militaires qui se réclament de la force, de la puissance, de l'idéal de l'homme fort. Ils s'appuient sur cette légitimité supposée – il est vrai qu'une part importante de leurs populations les soutient pour en finir avec le néocolonialisme. Ils entretiennent l'illusion de pouvoir protéger leurs populations de l'insécurité en se drapant dans leur uniforme.

Dans *La Plus Secrète Mémoire des hommes*, prix Goncourt 2021, l'un des personnages compare la colonisation à une « blessure ». Il nourrit l'espoir que son peuple « redevienne ce qu'il était » après le départ des Blancs. La résurgence du discours souverainiste est-elle, selon vous, une tentative de soigner cette plaie ?

La réparation psychologique ou psychique est une nécessité sur laquelle ont insisté les grands théoriciens postcoloniaux comme Frantz Fanon et Albert Memmi. Il est encore l'heure de s'y atteler. Mais le problème consiste dans cette injonction à vouloir « redevenir » ce que nous étions. L'histoire n'est pas réversible, on ne peut pas défaire des siècles de colonisation. D'ailleurs, de quel « avant » parle-t-on ? Celui d'avant l'arrivée des Européens ? Des Arabes ? C'est là que réside le piège de l'authenticité : on ne sait pas exactement où elle commence.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est de savoir ce qui s'est passé, ce qu'on en tire et comment transmettre ces leçons à nos enfants. Ils vivent dans un monde où ils seront toujours en relation avec des personnes issues d'espaces dont ils sont dépendants au moins économiquement.

Quant à la blessure coloniale, c'est une cicatrice qui ne doit pas disparaître. C'est l'épine dans la chair qui maintient cette mémoire vive. Certains acteurs politiques tentent de la falsifier à des fins souverainistes tout en reprenant, de manière paradoxale, des discours coloniaux. Ces voix rejettent par exemple le féminisme ou les homosexualités en convoquant la mémoire. Elles disent : « voilà ce que nos ancêtres faisaient » pour justifier leur hostilité vis-à-vis d'êtres humains dénués de pouvoir. Ces voix pensent ainsi sans savoir qu'elles reprennent, la plupart du temps, un récit colonial.

Depuis quelques années, on assiste à un exercice décomplexé de la puissance incarné par des « hommes forts » de Donald Trump à Vladimir Poutine. Comment jugez-vous la place de l'Afrique dans cette reconfiguration géopolitique marquée par recul du multilatéralisme ?

L'idée, viriliste et rétrograde, que la meilleure des lois est celle du plus fort, était endossée par certains présidents africains bien avant le retour de Donald Trump. Mais cette volonté de superpuissance ne s'exerce souvent que contre leur propre peuple. Car finalement, en Afrique francophone, on continue de s'appuyer sur d'autres puissances étrangères – américaine, russe, chinoise et, jusqu'à récemment, française – pour se protéger.

Aussi, je suis effaré par le silence des États africains – en dehors de l'Afrique du Sud – face au génocide en cours commis par le gouvernement d'Israël et son armée sur la population gazaouie. Lorsque nous assistons à des guerres coloniales à Gaza ou en Ukraine, notre conscience historique doit s'alarmer, sans doute plus que sous d'autres cieux. Mais les jeux d'alliances et les calculs opportunistes nous maintiennent dans la solitude et la peur de dénoncer ce qui se passe.

Ces dernières années, en France et plus généralement en Europe, les discours et les politiques contre les immigrés et leurs descendants se sont durcis. Comment, vous qui êtes installé depuis plus d'une décennie en région parisienne, vivez-vous ce climat de tensions ?

Avec une certaine peur. L'année dernière, quand le Rassemblement national s'est retrouvé aux portes du pouvoir après la dissolution de l'Assemblée nationale, j'ai hésité à quitter la France. Puis je me suis dit que le départ d'un Africain, né au Sénégal et prix Goncourt, ferait plaisir aux extrémistes.

Ce qui m'effraie, c'est d'assister au renoncement progressif des corps intermédiaires. De la presse aux syndicats en passant par le monde du travail et, bien sûr, les partis politiques traditionnels, le contre discours devant le fascisme et la pulsion réactionnaire s'érode. À sa place, les thèmes de la sécurité, l'immigration se sont imposés. Pour le moment, j'ai décidé de rester en France. Je tente de m'opposer, à ma manière, au véritable séparatisme qu'incarne, à mes yeux, l'extrême droite.

Ce qui m'intéresse pour ma part, c'est de voir comment la littérature, sans cesser d'être littérature, procède à une lecture politique surpuissante, transfigurée, du réel. Je constate avec regret qu'en France, la littérature a perdu son magistère politique. La littérature devient une sorte d'ornement, une zone de repli sur l'intime et le privé, un espace à part, alors qu'elle a été cruciale dans les débats politiques de ce pays.

Comment imaginez-vous le futur pour les jeunes africains ?

Je rêve d'une unité africaine plus forte, capable de peser sur les débats internationaux. J'imagine l'émergence d'un grand ensemble influent économiquement et militairement. Les dirigeants n'ont d'autres choix que d'unir leurs forces s'ils ne veulent pas exister seulement à l'état de larbins.

J'ai espoir que dans les intimités et loin des scènes politiques, la force de l'amour, de la droiture, finissent par s'imposer. Les femmes ont un grand rôle à jouer. Ce sont elles qui élèvent les enfants, nourrissent et tiennent le continent.

Il est vrai que nous Africains sommes confrontés à de nombreux périls. Les conflits, la prédation économique, les menaces climatiques et sécuritaires planent sur notre avenir. Mais il est temps de reparler d'amour, de fraternité. Je garde foi en la sensibilité et en la beauté. C'est ce qui fait de nous des humains.

La Plus Secrète Mémoire des hommes, de Mohamed Mbougar Sarr, Philippe Rey/Jimsaan, 2021, rééd. 2023.

[« Voix d'Afrique » \(2/5\)](#). Erige Sehiri, cinéaste : « En Tunisie, on se définit comme arabe, musulman, mais rarement africain »

Installée en Tunisie après la révolution de 2010-2011, la réalisatrice franco-tunisienne souhaite engager un dialogue entre les communautés maghrébine et afrodescendante dans son dernier long métrage.

Propos recueillis par [Monia Ben Hamadi](#) (Tunis, correspondance), 19 août 2025



Erige Sehiri, réalisatrice franco-tunisienne, au Festival de Cannes le 14 mai 2025. SAMEER AL-DOUMY / AFP

Née en 1982 à Lyon dans une famille d'origine tunisienne, Erige Sehiri a grandi dans le quartier des Minguettes à Vénissieux (Métropole de Lyon), où elle se passionne tôt pour le cinéma. Après un parcours singulier mêlant études d'anglais aux Etats-Unis, de finances au Canada, journalisme à Jérusalem et une installation en Tunisie après la révolution de 2010-2011, elle se consacre au cinéma documentaire et de fiction.

Son dernier film, *Promis le ciel*, présenté en ouverture de la section Un certain regard au [Festival de Cannes](#) cette année, sort en salle le 26 novembre. On y suit le parcours de trois femmes ivoiriennes et d'une fillette orpheline confrontées au racisme en Tunisie. Un récit qui explore le lien entre ces femmes et interroge les frontières mentales entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Vous avez grandi loin du continent africain, avant de vous installer en Tunisie après le renversement de Zine El-Abidine Ben Ali. Qu'est-ce qu'être africaine pour vous en 2025 ?

Je ne m'étais jamais vraiment posé la question avant de tourner *Promis le ciel*. En Tunisie, on se définit comme arabe, musulman – parfois français, c'est mon cas –, mais rarement africain. Alors qu'on est vus comme des « Arabes » en France, en Tunisie, on se pense « blanc ». Les ressortissants d'Afrique subsaharienne, non plus, ne nous perçoivent pas comme des Africains, mais plutôt comme des « presque Blancs ».

En Tunisie, il existe une ignorance des autres cultures africaines, malgré des inspirations communes que l'on retrouve notamment dans la musique ou certains vêtements traditionnels. Pourtant, nous partageons bien une histoire. C'est un continent qui a été exploité, spolié, colonisé, gangrené par la corruption, les crises économiques ou les dictatures. Nous avons aussi en commun de voir notre jeunesse partir. Dans un registre plus positif, il y a cette force du collectif qui perdure, le respect accordé à nos aînés, l'importance de la famille. Ce lien avec le reste du continent n'est pas assez exploré en Tunisie, comme s'il s'agissait d'une identité ignorée, dont on n'avait pas besoin.

Pourquoi avez-vous choisi de vivre en Tunisie après la révolution de 2010-2011 ?

Je suis enfant de migrants. J'ai longtemps grandi avec l'idée que mes parents avaient quitté le pays faute d'opportunités. Ils disaient que venir en Europe leur avait ouvert l'esprit. Moi, en France, je ressentais une forme de saturation, comme si les perspectives étaient limitées. J'ai mis du temps à franchir le cap, à comprendre que le pays

d'origine de mes parents était lui aussi plein de potentiel et de possibilités. La révolution a été le déclencheur. Elle portait l'idée d'un monde libre – comme celui dans lequel j'ai grandi –, mais nouveau. C'était un défi, comme lorsqu'on se lance dans l'écriture d'une histoire.

Dans « Promis le ciel », vous vous penchez sur la vie des migrants subsahariens en Tunisie. Qu'est-ce qui vous a poussée à travailler sur ce sujet ?

Tout a commencé par un court-métrage documentaire sur les étudiants subsahariens en Tunisie. J'étais intriguée par ces jeunes qui envisagent ce pays comme terre d'opportunités, alors qu'on la voit souvent comme un pays d'où l'on émigre. Bien plus massifs que les départs vers l'Europe, les déplacements à l'intérieur du continent, entre des pays comme le Sénégal, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, sont peu connus en Europe ou en Afrique du Nord. En creusant, j'ai aussi été confrontée à ce que signifie être noir et discriminé en Tunisie, sur une terre africaine.

Avec *Promis le ciel*, mon défi était de faire un film sans victimiser mes personnages et sans les réduire à un archétype. Je voulais partir de leur regard. Marie, pasteur d'une église protestante évangélique et ancienne journaliste, porte une ambition à la fois personnelle et collective. Naney, jeune mère ayant laissé sa fille en Côte d'Ivoire, hésite entre tenter la traversée vers l'Europe, entreprendre en Tunisie ou rentrer. Jolie, étudiante, vit une réalité plus privilégiée. Elle ne veut pas être perçue comme une « migrante » mais n'est pas épargnée par les amalgames. Et puis il y a cette petite fille orpheline, rescapée d'un naufrage, certainement née en Tunisie, qui arrive avec ses fragments d'histoire. Est-elle liée au pays où elle se trouve, à celui de sa naissance, à sa communauté ?

Ces personnages féminins font-ils écho à votre propre expérience en tant que femme issue de l'immigration en France ?

Forcément, il y a des parts de moi dans chacun de ces personnages. Le cinéma que je fais consiste aussi à mettre en lumière des histoires de nos pays, rarement visibles et souvent stéréotypées. Au début, j'étais comme Jolie : je voulais me différencier de la communauté dans laquelle j'évoluais et de la banlieue où j'avais grandi. Au lycée, on nous orientait systématiquement vers les mêmes filières, comme les BTS ou le bac STT ; nos parcours étaient des copier-coller. Nous étions conditionnés par nos propres familles qui craignaient l'absence de débouchés. Il fallait donc se battre pour sortir du lot. Très vite, j'ai voulu me distinguer, un peu comme le personnage de Jolie, qui a voulu suivre un chemin singulier par rapport à sa communauté.

Grandir en banlieue signifie évoluer dans un contexte marqué par une certaine forme de déterminisme social : certes, il existe des parcours exceptionnels, mais ils restent minoritaires et les opportunités demeurent limitées. Ces « success stories » n'en sont pas moins essentielles, car elles peuvent donner l'envie à d'autres de persévérer. On comprend plus tard que la force des autres est aussi ce qui nous aide à avancer.

En février 2023, le [président tunisien, Kaïs Saïed](#), a dénoncé ce qu'il appelle un « grand remplacement », accusant une immigration massive de populations subsahariennes de menacer l'identité arabo-musulmane de la Tunisie. Ce discours a entraîné une vague de violences et de discriminations envers les migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Comment avez-vous vécu la montée du racisme anti-Noirs et de la répression contre les migrants subsahariens à l'œuvre depuis 2023 en Tunisie ?

Avec beaucoup de honte. En tant qu'enfant de l'immigration, dont les parents ont été victimes du racisme en France, c'est d'autant plus douloureux. On se demande comment on peut reproduire ça. Toutefois, le racisme tel qu'il s'exprime aujourd'hui en Tunisie n'est pas de même nature qu'en France. Il est exacerbé par la crise économique et le fait que l'Europe étende ses frontières vers l'Afrique à travers sa politique migratoire. Cela crée un terreau favorable pour les discours d'extrême droite. En tant que Tunisiens, nous devons affronter cette question ensemble. Mais le déni du racisme est bien là.

Déjà, dans la banlieue en France où j'ai grandi, nous faisons l'expérience du racisme, mais pas sous les mêmes formes, et nous n'en parlons pas. Avec la sortie de *Promis le ciel*, j'aimerais engager un dialogue entre les communautés maghrébine et afrodescendante, en France comme ailleurs. Nous devons nous demander ensemble comment aborder cette question, partager notre vécu, porter ce débat.

Comment imaginez-vous le futur pour les jeunes Africains ?

En Afrique, il existe une diaspora instruite qui revient de plus en plus sur le continent pour y développer des projets. Ce mouvement prend de l'ampleur, même si les défis restent immenses. Mais je crois que la jeunesse est désormais consciente des opportunités et du potentiel du continent.

Je fais moi-même partie de cette dynamique. J'ai commencé ma véritable carrière cinématographique en Tunisie, alors que j'avais grandi en France et poursuivi mes études au Canada. Tout paraissait alors inaccessible, et c'est finalement dans mon pays d'origine que j'ai trouvé l'inspiration, les opportunités et la possibilité concrète de créer.

« Voix d'Afrique » (3/5). Adji Bousso Dieng, chercheuse en IA : « L'indépendance technologique de l'Afrique est menacée »

L'informaticienne sénégalaise, enseignante à Princeton, appelle à un sursaut de l'Afrique sur la protection numérique des données, une meilleure formation scientifique des plus jeunes et invite à repenser les algorithmes, souvent vecteurs de stéréotypes racistes.

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 20 août 2025



Adji Bousso Dieng au siège du Fonds monétaire international, à Washington le 13 avril 2023. BEHEEN PARVIN DABESTANI / WORLD BANK/ BEHEEN PARVIN DABEST

Issue d'une famille modeste, Adji Bousso Dieng a grandi à Kaolack, au Sénégal, avant de partir étudier en France puis de s'installer aux Etats-Unis, où elle enseigne depuis 2021 les sciences et l'ingénierie à la prestigieuse [université américaine de Princeton](#). Elle est la première professeure noire en informatique de cet établissement prestigieux. Panafricaniste revendiquée, la chercheuse en intelligence artificielle alerte sur la menace d'une « *colonisation numérique* » du continent.

Votre parcours se déploie sur trois continents. Qu'est-ce qu'être africaine, pour vous, en 2025 ?

C'est surtout être résilient. Être née sur un continent qui affronte tant de chocs politiques, économiques et sociaux donne une grande force pour avancer. C'est ce qui m'a permis d'avoir confiance en moi dans un monde qui accorde peu de poids aux voix africaines.

Vous avez grandi dans une famille nombreuse, sans votre père qui est mort dans votre prime enfance. Puis vous avez étudié en France avant de travailler aux Etats-Unis où vous avez été recrutée par Google. Comment expliquez-vous votre parcours ?

Je ne sais pas comment l'expliquer autrement que par la grâce de Dieu. Aussi loin que je me souviens, je me suis toujours imposé une grande discipline. Cela me vient de l'éducation de ma mère. Elle a souhaité que ses enfants dès leur plus jeune âge apprennent le Coran, bien avant d'entrer à l'école française. Puis j'ai combiné les deux apprentissages. Il n'était pas rare que je révise jusqu'au milieu de la nuit. Mais j'y tenais !

J'ai par ailleurs depuis petite une grande confiance en moi. Quand j'échouais à un examen, je ne blâmais pas les autres. Je me demandais comment je pouvais mieux faire la fois suivante. Lors des nombreuses grèves à l'école publique de Kaolack, je continuais d'apprendre. Avec mon ami Ibrahim, nous demandions aux élèves des classes supérieures de nous donner leurs cours. C'était important pour moi de m'améliorer constamment.

En tant que spécialiste des nouvelles technologies, vous dénoncez l'emprise grandissante des géants du numérique sur la vie politique des États africains. Comment se manifeste-t-elle ?

J'observe avec inquiétude que l'infrastructure numérique de certains pays est contrôlée et supervisée par des entreprises étrangères. Au Sénégal, par exemple, le data center qui héberge les données gouvernementales a été construit par [Huawei, le géant chinois des télécoms](#). Ces données sont-elles vraiment protégées contre la surveillance extérieure ? On ne peut pas parler de souveraineté lorsqu'une telle dépendance existe. C'est une forme de colonisation numérique.

Pour bénéficier d'une couverture Internet dans des zones reculées, des États africains se tournent aujourd'hui également vers des entreprises comme la société Starlink d'Elon Musk, qui s'appuie sur une constellation de satellites positionnés en orbite basse. Mais que se passerait-il si Elon Musk estimait que tel ou tel pays mène une politique hostile à ses intérêts et décide de couper l'accès à Internet ? C'est notre indépendance technologique qui est menacée.

Vous vous définissez comme panafricaniste. Comment percevez-vous la résurgence de discours souverainistes au Sahel et au Sénégal ?

Pour moi, le panafricanisme ne peut pas se résumer à des slogans. Or, je constate qu'en dépit de l'existence d'une zone de libre-échange continentale, nous ne parvenons pas à donner corps véritablement à cet idéal. Je pense que le panafricanisme doit être pragmatique. L'intégration doit se faire par domaines prioritaires dans les secteurs de santé, de l'éducation, du militaire et même dans le développement de l'intelligence artificielle.

En tant que Sénégalaise, si je cherche à me former, j'aimerais pouvoir me tourner vers un autre pays africain. Les États qui recherchent une expertise dans un domaine devraient pouvoir se tourner vers leurs voisins. Et je regrette le fait que les Africains de la diaspora formés dans des secteurs de pointe peinent à s'insérer dans leur pays d'origine, parfois faute d'avoir le bon réseau.

Vous soutenez des programmes en faveur de l'éducation aux sciences, notamment des filles, en Afrique à travers votre ONG The Africa I Know. Pourquoi est-ce un enjeu d'indépendance pour vous ?

Accéder à Internet, à l'électricité, à une eau purifiée et pouvoir transformer nos ressources nous-mêmes... tout ceci passe par un investissement dans les sciences et l'ingénierie. Or nos systèmes éducatifs ne valorisent pas suffisamment ces filières. Il ne s'agit pas de rejeter les arts ou les sciences humaines dans nos formations mais de miser tout autant sur ce domaine fondamental pour développer nos pays.

Au Sénégal, plus de 80 % des lycéens suivent la filière littéraire. Il serait plus judicieux de former des citoyens complets, qui sont dotés des connaissances technologiques et scientifiques nécessaires pour bâtir toutes les infrastructures dont le continent a besoin, aussi bien physiques que numériques.

Il est affligeant de voir nos matières premières exploitées à l'extérieur pour nous être revendues à prix d'or une fois transformé en produits alimentaires ou en téléphone portable. Si nous aspirons sincèrement au développement, le temps est venu d'investir massivement dans la formation de nos jeunes.

Plusieurs études soulignent que les algorithmes perpétuent les stéréotypes racistes. Comment ces biais affectent-ils le continent ?

Les modèles d'intelligence artificielle sont souvent entraînés à partir d'ensembles de données qui ne reflètent pas la diversité des populations, des langues et des cultures. Cela conduit à des systèmes d'intelligence artificielle biaisés et inefficaces qui non seulement ne parviennent pas à résoudre les problèmes locaux africains, mais peuvent également exacerber les inégalités sociales existantes. Un article récent que j'ai cosigné dans « NeurIPS » a démontré que les modèles d'intelligence artificielle de pointe pour la conversion de texte en image ont du mal à produire des contenus culturellement riches sur l'Afrique lorsqu'on leur en fait la demande.

Une approche courante pour adapter l'intelligence artificielle aux contextes locaux consiste à affiner les modèles existants à partir de données locales. Mais cela nécessite des données, qui sont souvent rares en Afrique. Idéalement, nous devrions viser à former des modèles à partir de zéro sur des données de haute qualité et pertinentes au niveau local. C'est ce que fait la Chine. C'est ce que font les Émirats arabes unis. Pourquoi ne pouvons-nous pas le faire en Afrique ? Une fois encore, nous avons l'occasion de réfléchir par nous-mêmes, d'innover et de développer de nouvelles approches d'intelligence artificielle adaptées à nos réalités, c'est-à-dire à la rareté des données et des ressources informatiques, ainsi qu'à nos besoins.

Comment voyez-vous l'avenir du continent à l'horizon de 2050 ?

Des années 2000 à aujourd'hui, la plupart des pays africains se sont maintenus dans le sous-développement. Si nos dirigeants ne s'attellent pas avec détermination à ces défis, nous serons toujours dans cet état en 2050.

Politiquement, il me semble nécessaire d'interroger le fonctionnement de nos démocraties aujourd'hui en crise. Lorsqu'un chef d'État entreprend de développer son pays, faut-il invariablement le stopper dans sa dynamique à cause de la durée des mandats fixée par la Constitution ? Dans le même temps, ne devrait-on pas introduire une procédure de destitution en cours de mandat face à un dirigeant qui ne fait pas ses preuves ?

Ces questions inconfortables doivent être débattues. D'une manière générale, nos États doivent favoriser l'émergence d'une conscience politique collective afin que les citoyens demandent des comptes à leurs gouvernants. C'est à ce prix que nous pourrions lutter contre la gestion clanique du pouvoir et la corruption.

[« Voix d'Afrique » \(4/5\)](#). Liliane Umubyeyi, juriste rwandaise : « Il faut dépasser le modèle de l'aide et embrasser le paradigme de la réparation »

Selon la docteure rwandaise en sciences sociales, la transformation du lien entre l'Afrique et l'Occident ne peut se faire sans la réparation des injustices raciales historiques.

Propos recueillis par [Coumba Kane](#), 21 août 2025



Liliane Umubyeyi, cofondatrice du think tank African Futures Lab, en décembre 2024. MAONGHE MBAITJONGUE

Née au Rwanda et cofondatrice du think tank African Futures Lab, un cercle de réflexion dédié à l'étude des inégalités Nord-Sud, Liliane Umubyeyi travaille sur la résolution des conflits et l'accès à la justice en Afrique. Autrice d'une thèse sur les mobilisations des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud, la juriste plaide pour la réparation des crimes coloniaux par les anciennes puissances européennes.

Vous êtes née au Rwanda, avez grandi en Belgique et vivez à Paris. Qu'est-ce qu'être africaine pour vous en 2025 ?

C'est un chemin pavé d'incertitudes depuis le retour au pouvoir d'un président américain soutenu par des suprémacistes blancs. Je me demande ce que ce monde, imposé avec tant de brutalité, nous réserve à nous Africains.

Le gel de l'aide au développement américaine et la suppression de l'Usaid – l'agence qui la pilotait – ont été un choc d'une violence inouïe pour des millions de personnes. Mais j'y vois aussi une occasion de nous retrousser les manches et d'exiger un changement profond dans les modèles de coopération internationale. Donald Trump a révélé l'hypocrisie des institutions actuelles de solidarité internationale, qui sont en réalité souvent un instrument de domination et ne permettent pas le développement de l'Afrique. Il nous tend un miroir grossissant de notre vulnérabilité.

Vous militez pour que les anciennes puissances coloniales réparent les crimes commis sous la colonisation. La fin de l'aide américaine et la réduction drastique des subventions européennes ne renforcent-elles pas une forme d'injustice vis-à-vis du continent ?

Dans la mesure où il y a des vies humaines qui dépendaient de cette aide, sa suppression accentue certainement des formes d'injustices. Mais est-ce que l'aide a réellement contribué à réduire la pauvreté ? La question se pose d'autant plus que le récit d'une solidarité internationale perçue comme de la charité envers les Africains détourne l'attention des responsabilités historiques des États colonisateurs. On fait porter aux Africains une forme de culpabilité, celle de « profiter » de l'aide, alors même que le système international joue contre eux.

L'aide demeure adossée à des institutions politiques, économiques et financières créées sous la colonisation. Ces mécanismes prolongent un rapport de domination en contraignant les États africains à mettre en place des réformes qui ne sont ni favorables à leurs intérêts ni aux droits des populations. Comment les Africains peuvent-ils accéder à la

souveraineté quand leurs politiques économiques sont façonnées par d'autres ? Comment sortir du rôle de pourvoyeur de matières premières qu'encouragent les politiques économiques et commerciales internationales ?

Pour moi, réparer les injustices coloniales, c'est surtout se défaire de ces structures inégalitaires héritées de la colonisation, qui par essence cadenassent la souveraineté des pays africains. C'est pour cette raison qu'il faut dépasser le modèle de l'aide et embrasser le paradigme de la réparation.

Vous défendez une réparation qui va au-delà de la compensation financière ou d'une meilleure représentation dans les institutions internationales. En quoi la question climatique vous semble-t-elle centrale dans ce sujet ?

Il a été reconnu récemment que la crise climatique est en partie liée à l'extraction coloniale intensive. L'Afrique, qui est pourtant un des continents les plus touchés par la crise climatique, n'en est pas à l'origine puisque ses rejets de carbone représentent moins de 4 % des émissions mondiales. Jusque-là, la réponse des anciens pays colonisateurs a été de dire aux pays du Sud : « On va vous aider financièrement à y faire face. »

Or, quand le [Mozambique est dévasté par un cyclone](#), il doit emprunter pour réparer les dégâts. Et donc s'endetter, augmenter sa vulnérabilité économique pour rembourser ses créanciers du Nord. Ce qui est injuste puisque non seulement ces pays subissent les conséquences dévastatrices de la colonisation mais en plus ils doivent s'endetter pour y faire face.

Pour autant, ces dernières années, plusieurs pays européens ont rouvert les dossiers coloniaux, en présentant des excuses pour les crimes passés comme en Angleterre ou en mettant en place des politiques mémorielles, à l'image de la France. N'est-ce pas une avancée ?

Présenter des excuses ne clôt pas le débat. Ce devrait être le début d'un questionnement sur la réparation. Par exemple, sur la question du génocide des Tutsis au Rwanda, dont les racines remontent à la colonisation belge, aucune réparation n'a été consentie. La Belgique a présenté des excuses pour ne pas être intervenue dans le génocide, mais elle n'a pas assumé sa responsabilité dans la fabrication de la haine. La France, qui a également eu une implication directe, s'est contentée de reconnaître sa responsabilité morale. Il y a pourtant eu près d'un million de morts, un pays détruit et traumatisé.

En France, [Emmanuel Macron](#) aborde les crimes coloniaux en historicisant le sujet. Créer des commissions d'historiens comme il l'a fait sur le Cameroun ou l'Algérie, c'est déposséder les citoyens d'un débat public qui concerne tous les Français. Par exemple, en Afrique du Sud, la Commission vérité et réconciliation qui a suivi la fin de l'apartheid, a abouti à deux ans de débats et d'échanges.

Les politiques mémorielles me semblent de ce fait des opportunités manquées. Concernant Haïti, il aurait été judicieux que l'État français revienne sur sa responsabilité dans la vulnérabilité économique chronique du pays, étroitement liée à la dette imposée par la France après son indépendance.

En quoi ce débat concerne-t-il tous les Français ? Les États africains sont indépendants depuis plus de six décennies... N'est-ce pas plutôt de la responsabilité des dirigeants africains ?

Ils sont concernés, car la misère économique, la crise climatique, les désordres politiques créés depuis la période coloniale ont un lien direct avec leur vie. La question migratoire, qui est au cœur du débat politique français, ne peut être décorrélée de l'exploitation coloniale. Au-delà de l'argument moral, les gens fuient à cause des guerres au Sahel, des sécheresses, des inondations liées au changement climatique et à la prédation de leurs ressources naturelles destinées aux autres continents. Ces crises climatiques sont un symptôme de plusieurs siècles d'exploitation coloniale.

Cette affaire est donc aussi la leur du fait des politiques internationales adoptées en leur nom par l'État français et qui maintiennent l'Afrique dans des liens de dépendance structurelle, par le biais de divers politiques sécuritaires, économiques et commerciales.

Comment cette question des réparations résonne en vous ?

Même si je vis en France depuis des années, que j'y construis ma famille, j'ai toujours le sentiment de négocier ma place, de la justifier. C'est insécurisant. La réparation est aussi un enjeu personnel pour les Africains de la diaspora. Je n'ai pas connu la colonisation ou l'esclavage mais je subis des pratiques de racialisation dont les effets négatifs se cumulent au fil des générations. Je subis les mêmes stéréotypes que mes grands-mères sous la colonisation : les corps des femmes noires demeurent encore trop souvent réduits à des clichés d'hypersexualisation.

Je suis par ailleurs descendante d'une histoire rwandaise au cours de laquelle le colon belge a divisé un peuple pour l'instrumentaliser jusqu'au pire. Je suis comme d'autres Rwandais, sur un long chemin de guérison.

Comment voyez-vous l'évolution des rapports entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales d'ici 2050 ?

J'aime l'idée qu'en dépit des chocs qu'il a subis, le continent continuera à réclamer ses droits. C'est d'ailleurs dans ce contexte que l'Union africaine vient d'établir la décennie de réparations des crimes coloniaux. Nous allons vers de vrais questionnements sur ce qu'on garde ou non de l'héritage colonial, que ce soit la monnaie, les accords militaires, les langues, les alliances, les frontières. Il faut que les choix qu'on fait soient voulus et non imposés contre nos intérêts. C'est tout l'enjeu du combat pour la mémoire et la justice.

« [Voix d'Afrique](#) » (5/5). Paola Audrey Ndengue, entrepreneuse : « Les créateurs de contenu africains doivent fournir plus d'efforts qu'en France »

Les industries culturelles et créatives africaines pourraient être un levier de développement pour le continent, si elles ne se heurtaient pas à la faiblesse des infrastructures, selon la spécialiste franco-camerounaise en marketing digital.

Propos recueillis par [Sélène Agapé](#), 22 août 2025



Paola Audrey Ndengue, à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 25 février 2025. AXEL YANNICK BERNARD GOHOU

Paola Audrey Ndengue est une entrepreneuse spécialisée en communication et marketing digital et animatrice de l'émission « Open » sur YouTube, consacrée aux questions sociétales et de santé mentale en Afrique. La Franco-camerounaise de 35 ans, qui compte plus de 200 000 abonnés sur ses différents réseaux sociaux, déplore le manque de structuration des industries créatives et culturelles, qui constitue un potentiel de développement pour le continent.

Vous êtes née au Cameroun, avez fait vos études secondaires et supérieures à Paris avant de vous réinstaller sur le continent en 2014, à Abidjan. Qu'est-ce qu'être africaine, selon vous, en 2025 ?

C'est être de gré ou de force globalisé. Culturellement, on a toujours été influencé par l'extérieur, et de la même manière, on a aussi influencé les autres continents. J'ai toujours pensé que l'Afrique est le premier continent global et j'en suis encore convaincue.

Pourquoi vous êtes-vous installée en Côte d'Ivoire, plutôt qu'aux Etats-Unis, au Canada ou encore au Cameroun ?

À l'époque, j'étais dans une course à la levée de fonds pour mon premier projet : le magazine en ligne de [mode afro](#), *FashizBlack*. Avec mes associés, nous nous étions adressés au Medef. Malgré la confiance de plusieurs annonceurs et déjà 45 000 dollars de provision (environ 38 500 euros), ils nous avaient jugés trop ambitieux pour réussir. J'ai su à cet instant que je n'étais plus dans le bon environnement.

Mon entourage m'avait suggéré les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, mais je n'étais pas sûre de vouloir rester dans un pays occidental. Depuis 2009, j'étais plongée dans la culture populaire nigériane. J'avais découvert Nollywood, les chanteurs [Wizkid](#) et Burna Boy... J'avais des amis américains qui rentraient à Lagos. Je sentais qu'il s'y passait quelque chose et je voulais en être, alors j'ai commencé à chercher. J'ai fait une liste des trois villes où je me voyais bien m'établir : en premier lieu, Lagos, puis Accra et enfin Abidjan. C'est dans cette dernière que j'ai trouvé un poste. Dix jours après avoir candidaté, j'étais dans l'avion avec mes deux sacs.

Vous envisagez aujourd'hui de revenir à Paris. Pour quelles raisons ?

Je pense qu'entre mon départ et aujourd'hui, la perception de l'Afrique a évolué. Paris s'est « africanisé », elle est devenue un point de passage, de célébration et de réflexion sur la culture du continent. Cela peut sembler paradoxal dans un pays dans lequel on observe une montée des extrêmes, mais l'identité afro est beaucoup plus assumée.

Il y a des [expositions comme Paris Noir](#) et des chanteurs nigériens qui remplissent l'Accor Arena comme Burna Boy et Rema. Je n'aurais pas pu imaginer ça, il y a dix ans. Mais si on veut renforcer le pont entre la diaspora et le continent, que les récits soient plus justes et n'oscillent plus entre une forme de misérabilisme et un optimisme béat, c'est important que des gens qui connaissent l'Afrique s'expriment davantage.

Entre 2020 et 2021, vous avez animé « Le Debrief », une émission consacrée à l'actualité politique et culturelle africaine, suivie par des milliers d'internautes sur YouTube. Vous êtes à la tête de plusieurs comptes sur les réseaux sociaux liés à vos activités professionnelles. Être créateur de contenu, est-ce un métier d'avenir en Afrique ?

Les opportunités sont réelles, le business model existe, mais il y a des freins importants, notamment au niveau des plateformes. TikTok ne rémunère pas les créateurs de contenus africains. YouTube le fait, mais pas pour tous les pays [\[seuls treize pays africains font partie du marché monétisé de la plateforme\]](#). La problématique principale est donc, comme souvent, les infrastructures. On a le même souci avec des plateformes de streaming : aujourd'hui, beaucoup de jeunes sont obligés de faire héberger leurs comptes à l'étranger.

Dans un pays comme le Sénégal, où YouTube est pourtant présent, il y a une autre problématique, celle de la rémunération des annonceurs. Les tarifs fixés sont plus faibles à Dakar qu'à Paris. Les créateurs de contenus locaux doivent fournir beaucoup plus d'efforts pour le même résultat. Par ailleurs, les marques africaines francophones ne consacrent pas suffisamment de budget à l'influence. Le fonctionnement reste encore amateur par rapport à l'Afrique anglophone.

Est-ce que ces problèmes de structuration se posent à toutes les industries créatives et culturelles ?

En Afrique, l'offre culturelle est foisonnante. Nous sommes un continent jeune, la demande sera toujours forte pour des contenus de divertissement et on apprécie de plus en plus les productions locales. Mais il y a encore peu d'interactions entre les marchés, qu'ils soient francophones ou anglophones. On devrait pouvoir organiser des sorties de films dans différents pays le même jour en Afrique de l'Ouest. Ce n'est pas normal que [Marvel](#) arrive à être présent dans tous les réseaux de distribution et à faire des avant-premières chez nous alors que pour certaines productions africaines, il faut attendre six mois entre la sortie à Lagos et celle à Abidjan.

Un autre point qui pose problème, c'est le quasi-monopole dont bénéficie [Canal+ sur l'offre de télévision payante en Afrique subsaharienne](#) [Canal+ opère depuis trente ans en Afrique et est présent dans 25 pays, principalement francophones, au travers de seize filiales. Le continent constitue environ 30 % de l'ensemble de ses abonnés, soit 8 millions sur un total de 26,9 millions].

Je trouve ça dramatique que personne ne tire la sonnette d'alarme. Il s'octroie la télévision, le streaming [le groupe français est en passe de racheter MultiChoice, géant sud-africain de la télévision et du streaming qui compte 19,3 millions d'abonnés en mars dans une cinquantaine de pays], des salles de cinéma et de spectacles à travers le continent. Il a aussi scellé un partenariat avec Netflix. Si on veut produire un contenu subversif ou qui ne répond pas aux attentes de la production de Canal+, il ne va plus nous rester qu'Internet.

Craignez-vous que les mesures décidées par l'administration Trump en matière de droits de douane et de visas freinent les ambitions et les perspectives de développement du continent ?

C'est une question complexe. Elle a nourri un débat très houleux que j'ai eu avec des amis entrepreneurs. Était-ce de l'aide ou un soutien empoisonné, qui nous mettait sous assistance permanente et nous empêchait de nous développer ? Je n'ai pas de réponse, mais la brutalité de ces coupes a été irresponsable et inhumaine. Est-ce que ça va nous freiner ? Mathématiquement oui, il va y avoir un impact à court terme. Et après ? Ce sera aux États africains de le décider. Seront-ils en mesure de monter au créneau et de compenser ? Il faut espérer que ce choc oblige nos autorités à prendre le relais, bon gré mal gré.

Quelles sont les évolutions sur le continent auxquelles vous êtes particulièrement attentive ?

J'ai hâte de voir quelles seront les conséquences du développement de l'intelligence artificielle, notamment dans des pays comme le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Le Sénégal sera aussi intéressant à observer, il y a un bon vivier de développeurs dans le pays. Les start-ups africaines ne sont pas condamnées à ne faire que des ersatz de ce qui fonctionne déjà dans la Silicon Valley. Nous pouvons inventer une technologie à partir de notre réalité, pour répondre à un besoin comme avec la création de la « mobile money » [compte de monnaie électronique].

J'espère également que les États africains ne vont pas se « bunkeriser ». En ce moment, les courants populistes ont le vent en poupe. La question de la souveraineté est en train de devenir un enjeu mondial et l'Afrique ne peut y échapper.